

# France Télécom en quête de 10 milliards... acquisition(s) en vue ?

France Télécom cherche à emprunter de l'argent, beaucoup d'argent. Selon des sources bancaires citées par Reuters, l'opérateur historique français aurait fait le tour des banques afin d'obtenir une ligne de crédit d'environ **10 milliards d'euros**.

Il n'en fallait pas plus pour faire ressurgir l'éventualité d'un rachat du nordique TeliaSonera. En avril dernier, le groupe présidé par Didier Lombard affichait ses ambitions avec une opération qui lui permettrait de se hisser à la première place européenne des opérateurs télécoms, devant son éternel rival Deutsche Telekom.

Pour autant, la cible est un gros morceau. Sa capitalisation est d'environ 30 milliards d'euros, sa dette nette atteint les 3,6 milliards. D'où la demande de crédit de France Télécom.

Issu du rapprochement des deux ex-monopoles Telia (Suède) et Sonera (Finlande), le groupe est détenu à 37,3% par l'État suédois et à 13,7% par l'Etat finlandais. Il compte 115 millions de clients pour un chiffre d'affaires 2007 de 10 milliards d'euros et un résultat d'exploitation de 2,7 milliards.

Un porte-parole de France Télécom a déclaré que le groupe n'irait pas plus loin que les déclarations faites par le président Didier Lombard lors de l'assemblée générale mardi. Il a déclaré que le groupe n'avait pas entamé de discussions avec TeliaSonera et qu'il continuait à regarder le dossier.

Pour autant, les observateurs sont convaincus que l'opérateur est sur le point de se lancer. Selon les analystes d'Oddos Securities, un tel scénario a deux chances sur trois de se réaliser.

Par ailleurs, « *Le gouvernement finlandais n'est pas opposé à la vente de sa participation dans un certain nombre d'entreprises, dont vraisemblablement TelioSonera* », a indiqué le bureau d'analystes Dexia, après que le responsable finlandais des participations d'Etat ait indiqué dans la presse nationale que son gouvernement n'avait rien contre des changements au sein du capital des entreprises où il détient des intérêts.

Reste qu'une très grosse acquisition n'est pas vraiment du goût des investisseurs et des analystes. Bref, si France Télécom formule une offre, il devra rassurer.